

[Text]

imagination. The first one was a complete failure, as honourable senators know. The Canadian government was always careful never to make the direct connection between groundfish and seals. There was a good reason for that, of course; namely, that we were trying to get that fish into the European market. Now that the Canadian sealing industry has been destroyed, it is a whole different ballgame.

I was very much involved in that question as a Canadian parliamentarian participating in many delegations to Brussels, Strasbourg, London and Paris to try to save the Canadian sealing industry, not only in terms of its importance to the Newfoundland fishermen but in terms of its importance to the way of life of the Inuit, the native people of Canada. All of that was to no avail. I have always been appalled at the hypocrisy that surrounded that question.

The European parliament, for example, has before it every year a resolution to ban the force feeding of geese. Most of the great pâté de foie gras of the world comes from Strasbourg, the seat of the European parliament. That resolution is defeated every year, yet they did not hesitate to support a motion banning the importation of Canadian seals.

A couple of weeks ago I was in London with a Canadian parliamentary delegation. Senator Doody was also there. One of the items on our agenda was the matter of the seal industry. We spoke to the under-secretary of the department of fish, food and agriculture. If Britain had held out when the decision was made against the Canadian sealing industry, that boycott could not have succeeded. We asked him this direct question: Why did Britain not refuse to support the European boycott of Canadian seal products? He said that Britain was satisfied with the scientific evidence that the survival of the seals was threatened. Of course, nothing could be further from the truth. Now we are faced with the prospect of ultimately having to pay people to go and kill these animals in order to control them, in order to protect our fishery.

Senator Molgat: What would happen if we said that our studies indicate—and I presume that there are studies in this regard—that since this movement by Europe on the seals has taken place, the seal population has skyrocketed, the fish stocks are in danger—no more fishing.

Mr. McGrath: Why not?

Senator Molgat: What happens?

Mr. McGrath: Why not? I say it is time to get tough with them.

Senator Thériault: Particularly if we do not have 55,000 tonnes—

Mr. McGrath: We are just not getting in there. The biggest problem we have is Great Britain. That is the big stumbling block. They have a very small fishing industry but a very powerful one, in terms of their ability to influence the British government—as you know; you were in Hull, England. Most of

[Traduction]

sants. Le premier accord a été un échec complet, comme les honorables sénateurs le savent. Le gouvernement canadien a toujours veillé à ne pas lier directement le poisson de fond et le phoque et ce, pour une bonne raison, nous voulions en effet commercialiser ce poisson sur le marché européen. L'industrie canadienne de la chasse au phoque a été anéantie, tout est donc changé.

J'ai beaucoup étudié ces problèmes en tant que membre de nombreuses délégations à Bruxelles, Strasbourg, Londres et Paris chargées de sauver l'industrie canadienne de la chasse au phoque, et je ne me suis pas penché uniquement sur son importance pour les pêcheurs de Terre-Neuve, mais sur la place qu'elle tenait dans le mode de vie des Inuit et des autochtones du Canada, mais en vain. J'ai toujours été consterné de l'hypocrisie avec laquelle ce dossier a été abordé.

Par exemple, le Parlement européen étudie chaque année une résolution visant à interdire le gavage des oies. La majeure partie du bon pâté de foie gras qu'on déguste dans le monde entier provient de Strasbourg, le siège du Parlement européen. Cette résolution est défaite chaque année et pourtant, le Parlement n'a pas hésité à appuyer une motion interdisant l'importation de fourrure de phoque canadien.

Il y a quelques semaines, je me trouvais à Londres avec une délégation parlementaire canadienne. Le sénateur Doody y était aussi. Entre autres articles figurant à notre ordre du jour, il y avait la question de l'industrie de la chasse au phoque. Nous nous sommes entretenus avec le sous-secrétaire du ministère de la Pêche, de l'Alimentation et de l'Agriculture. Si la Grande-Bretagne s'était opposée à la décision de boycotter la fourrure de phoque du Canada, il n'y aurait pas eu de boycottage. Nous lui avons donc demandé sans détour pourquoi la Grande-Bretagne avait accepté d'appuyer le boycottage européen de la fourrure de phoque canadienne? Il a répondu que la Grande-Bretagne acceptait les constations scientifiques selon lesquelles la survie du phoque était menacée. Évidemment, rien ne pourrait être aussi loin de la vérité. Maintenant, nous devons envisager la perspective de payer des gens pour aller sur place tuer ces animaux de manière à en contrôler la prolifération en vue de protéger nos pêcheries.

Le sénateur Molgat: Qu'arriverait-il si nous disions que nos études montrent—et je présume que nous avons fait des études à ce sujet—que depuis le boycottage européen de la fourrure de phoque, le nombre de phoques a tellement augmenté que ce sont les stocks de poissons qui sont menacés et, par conséquent, la pêche?

M. McGrath: Pourquoi pas?

Le sénateur Molgat: Qu'arriverait-il?

M. McGrath: Pourquoi pas? Je dis qu'il est temps de hausser le ton et de les ramener à la raison.

Le sénateur Thériault: Surtout si nous n'avons pas 55 000 tonnes...

M. McGrath: On ne nous écoute tout simplement pas. Notre plus gros problème est la Grande-Bretagne. C'est elle qui est la principale pierre d'achoppement. L'industrie britannique des pêcheries est très petite, mais très puissante et très influente auprès du gouvernement britannique, comme vous le savez cer-